

Monsieur le Président de la République,
Mesdames, messieurs les Ministres,
Mesdames, messieurs les Sénateurs et Députés,
Mesdames messieurs les présidents de Région, de départements, de com de com,
Mesdames messieurs les maires,
Mesdames messieurs les chefs de partis politiques,

LETTRE OUVERTE

Le 19 mars 2020,

Mesdames, Messieurs,

Ce matin monsieur Castaner, Ministre de l'Intérieur nous a annoncé que ceux qui ne respectent pas le confinement, « *font courir des risques à eux, leur famille, leurs proches mais aussi aux personnels de santé qui seront là, même s'ils ont des comportements idiots, ils seront là pour les accompagner, les soigner, les sauver* ».

Nous sommes totalement d'accord avec vous, monsieur Castaner. C'est pourquoi nous ne comprenons pas pourquoi, les personnes qui nous gouvernent, les politiques, ont autorisé la tenue du premier tour des élections municipales ce dimanche. Monsieur Castaner, mesdames messieurs les gouvernants, mesdames messieurs les politiques, vous nous avez « *fait courir des risques* », à nous, « *à notre famille* », nos « *proches mais aussi aux personnels de santé qui seront là* », même si vous avez eu un comportement irréfléchi.

Ne vous étonnez pas aujourd'hui que des français ne comprennent pas pourquoi on ne les autorise plus à marcher dans la campagne ou au bord de la mer, ne les autorise plus à sortir, à part pour aller travailler, se soigner ou se nourrir. Comment vouliez-vous que votre message passe : « *Restez chez vous et allez voter* ».

Vous nous laissez donc le choix, mesdames messieurs les gouvernants, mesdames messieurs les politiques, entre préserver la vie de nos concitoyens et de nous-mêmes ou remplir notre devoir de citoyen en mettant en danger la vie de nos concitoyens, des soignants et de nous-mêmes ?

Avouez que cette équation était difficile à résoudre ! Et ne pouvait amener que confusion dans une situation de crise déjà difficile à appréhender par tous.

Plus de 60% de français (parfois plus de 75% dans certaine ville) ont décidé de protéger les autres. Ils ne sont pas allés voter, plaçant la santé des uns et des autres avant la vie démocratique (vie démocratique qui pouvait, sans engendrer un tsunami, être tout simplement mise entre-parenthèse quelques semaines...).

D'autres ont fait le choix de se rendre aux urnes (plutôt dans les campagnes d'ailleurs les risques leur semblant moins grands) se disant que le risque ne devait pas être aussi grand que cela puisque les dirigeants avaient autorisé ce scrutin.

Le résultat de ces élections est catastrophique pour la démocratie. Des maires, de moyenne et grande ville sont élus avec moins de 20% des électeurs inscrits. Vous avez donc mis en danger toute une population pour un déni de démocratie, pour préserver les égos des élus, des politiques. Nous serions en démocratie si l'ensemble des inscrits avaient la liberté d'aller voter et à la condition que cette liberté ne mette pas en péril la santé et la sécurité de l'ensemble de la Nation.

... et nous n'abordons pas le problème de la campagne électorale, quasi inexistante sauf pour les maires sortants qui bénéficiaient d'un arsenal de communication sur place. Vous appelez aussi cela de la démocratie ? de l'équité ?

Et comme cela n'était pas suffisant, monsieur Castaner vous avez validé ce premier tour. Des maires, des conseils municipaux vont s'installer partout en France, sans scrupule avec un taux d'abstention record, une représentativité (si on peut encore employer ce mot !) de 20% (dans le meilleur des cas). Et rien ne vous choque ? Tout cela vous semble normal ?

Et que dire des conseils communautaires ? Comment vont-ils se mettre en place lorsqu'une partie de ses conseillers sont élus et l'autre partie devra attendre le second tour ? Une partie sera nouvelle et l'autre ancienne ? Les deux seront anciennes ou il n'y aura que les nouveaux ? ou le conseil communautaire ne pourra se mettre en place qu'après le second ? Grand flou juridique... Ne croyez vous pas ? Tout comme le fait de valider le premier tour d'ailleurs, de valider l'équité de la campagne tout autant...

Imaginez que vous en fassiez autant lors des législatives, une assemblée à moitié renouvelée ?

Donc s'il vous plaît, ne parlez de démocratie ? Ne parlez pas des personnes qui font prendre des risques aux autres, qui ont un comportement idiot (nous vous citons) lorsque vous-même avez ce comportement.

Pour continuer sur le même registre, monsieur Philippe, Premier ministre a déclaré que « *nous allons devoir renforcer ces initiatives (il parlait des initiatives solidaires qui se mettent en place), leur permettre de s'épanouir parce qu'elles seront nécessaire pour garder la confiance, l'espoir, ce lien social qui est forcément amoindri* ».

Nous sommes contents d'entendre cela car cela fait plus de 2 ans que plus personne n'écoute ; Il faut donc une crise sanitaire majeure pour que les politiques, les gouvernants comprennent qu'il y a des personnes (et elles sont nombreuses) qui sont solidaires, qui se battent pour la liberté, l'égalité et la fraternité... que ces personnes crient depuis plus de deux ans leur ras le bol... personne ne les écoute, ni ne les entend. Mesdames messieurs les gouvernants, les politiques, vous pensiez qu'on était dans la rue pour notre plaisir, pour prendre l'air ?

Il a fallu la crise pour que le gouvernement s'aperçoive qu'il y a un système de santé en France, exsangue mais solidaire, qui ne compte pas ses heures, qui travaille sans moyens... cela faisait plus d'un an qu'il criait au secours !

Et ils n'étaient pas les seuls !!! Il a fallu la crise pour que le gouvernement s'aperçoive que les services publics étaient essentiels à la vie de la Nation, qu'ils soient d'Etat, Hospitaliers ou Territoriaux.

Il en va de mêmes de tous les services publics, qui sont en première ligne depuis le début de la crise. Vous les avez pourtant vilipendés depuis plusieurs années par des baisses drastiques d'effectifs (alors que tous criaient qu'ils manquaient de personnel), par des salaires gelés depuis pratiquement une génération. Savez-vous avec combien va partir en retraite un agent de catégorie C de la fonction publique territoriale qui a fait toute sa carrière dans un service public : 1300 euros... et beaucoup moins avec votre système à point qui n'est là que pour supprimer tous les régimes spéciaux.

Avez-vous cherché à comprendre pourquoi ces régimes spéciaux étaient là, simplement pour rattraper des salaires de misère dans toutes les fonctions publiques. Combien gagne dans le privé un jeune bac + 8 qui arrive dans le monde du travail ? Combien gagne ce même jeune qui fait le choix d'aller dans le public, 2 à 3 fois moins voire plus. Prenons l'exemple d'un enseignant-chercheur en université, savez-vous combien il gagne en début de carrière : 1740 euros et en plus de son travail d'enseignant, de chercheur, il doit assurer toute la charge administrative, les emplois du temps, les stages de ses élèves, trouver les finances... et nous en oublions certainement. Et vous voulez, par la réforme de l'enseignement supérieur, précariser encore plus, trier les universités (les riches d'un côté, les pauvres de l'autre)... et vous nous parlez d'égalité, de fraternité, de solidarité.

Savez-vous à combien s'élève le régime indemnitaire d'un agent de catégorie C administratif dans la fonction publique territoriale : entre 60 et 150 euros/mois... alors que celui d'un administrateur dans la même collectivité peut atteindre 50 000 euros... Il n'y a rien qui choque mesdames messieurs les gouvernants, les politiques ?

Savez-vous que vous avez totalement zappé les fonctionnaires lorsque vous avez établi votre décret le 31 janvier 2020... que ceux-ci ont du aller chercher une instruction de mars 1950 pour trouver une solution ? Savez-vous que seuls les fonctionnaires vont se voir appliquer une journée de carence en cas d'atteinte du Covid19 ? ... et que vont devenir tous les vacataires durant cette crise ?

Vous ne pouvez, mesdames, messieurs, encenser les fonctionnaires en temps de « guerre » (pour reprendre vos mots) et ignorer leurs souffrances en temps de « paix » !!!!

Et ne parlons pas de la réforme des retraites... Plus de 60% de français étaient contre cette réforme inaboutie, inégalitaire, créatrice de précarité, de pauvreté. Pourtant, vous avez tergiversé pour les mesures sur le Covid19 pour que votre réforme soit votée... juste au moment où l'Assemblée allait aborder les points clés et vous avez fait acte de démocratie en employant le 49-3 !!!

Ne parlons pas de la réforme de la justice... de la réforme de l'éducation nationale... de la réforme du système de santé... de la réforme des droits sociaux... et la liste n'est pas exhaustive.

Mesdames Messieurs les gouvernants, les politiques, nous vous demandons solennellement :

- D'annuler le premier tour des élections municipales afin de laisser le choix à tous de s'exprimer,
- D'annuler toutes les réformes en cours afin de permettre à tous les professionnels de s'exprimer, les politiques mais aussi les corps intermédiaires,
- D'arrêter la casse des services publics,

- De revaloriser le travail des fonctionnaires (pas seulement lorsque vous en avez besoin) en revalorisant les salaires, le régime indemnitaire, en retirant le jour de carence,
- De faire confiance aux français, ne sont des gens responsables, à condition que le discours donné soit lui-même responsable.

Je vous remercie du temps passé à la lecture de ce courrier espérant que celui-ci ne soit pas vain,

Dans l'attente de vos réponses ou commentaires,

Des citoyens responsables qui se battent pour des services publics de qualité